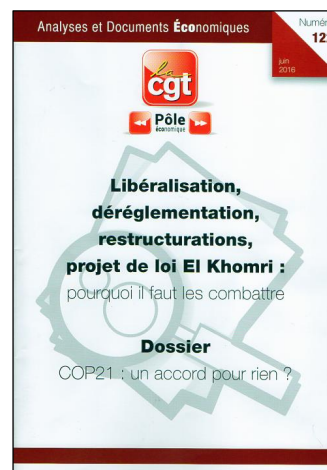


Stagnation séculaire ou croissance numérique ?

Michel Husson, *Analyses et Documents Économiques* n°122, juin 2016

La crise de 2008 a non seulement fait chuter la production, mais elle semble peser durablement sur la croissance à venir. Le constat est clair pour le FMI : « *La croissance potentielle a diminué dans ces dernières années dans les économies avancées et émergentes. Dans les économies avancées, cette baisse a commencé dès le début des années 2000 et a été aggravée avec la crise financière mondiale. Dans les économies émergentes, en revanche, elle n'a commencé qu'après la crise.* »¹ Et le FMI ne discerne pas de véritable amélioration : « *La croissance de la production potentielle est susceptible d'augmenter légèrement dans les économies avancées (...) mais elle restera à moyen terme en deçà des taux d'avant la crise. Dans les économies émergentes, [elle] continuera à baisser.* »



Ces inquiétudes s'expriment à travers le débat sur la « stagnation séculaire » qui est porté par des économistes qui n'ont rien d'hétérodoxes. Une première version fait référence aux effets de la crise financière et aux limites de la politique monétaire. Celle-ci serait rendue inopérante par le *Zero Lower Bound*, autrement dit par des taux d'intérêt proches de zéro, qui limitent la capacité des banques centrales à relancer l'activité. Si cette première catégorie d'analyses a l'intérêt de pointer le poids des dettes accumulées sur l'activité économique, elle ne dit rien sur les déterminants plus matériels de la croissance.

La deuxième version insiste au contraire sur l'épuisement des gains de productivité. La thèse de Robert Gordon, économiste américain, est ainsi que « *les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance que dans le passé* »². Son pronostic est donc très pessimiste : « *La croissance future du PIB par tête sera inférieure à ce qu'elle a été depuis la fin du 19^e siècle, et la croissance de la consommation réelle par habitant sera encore plus lente pour les 99 % du bas de la répartition des revenus.* »

L'intérêt de cette analyse est de voir que la dynamique du capitalisme repose sur sa capacité à dégager des gains de productivité. Et comme cette dynamique dépend pour l'essentiel de la rentabilité, il est utile d'établir un lien entre productivité du travail et rentabilité (voir encadré). Le débat sur la stagnation séculaire conduit alors à poser deux questions essentielles portant sur la possibilité d'un regain de productivité induit par les nouvelles technologies et sur le rôle des pays dits « émergents ».

¹ FMI (2015), « [Perspectives on potential output](#) », *World Economic Outlook*, avril.

² Robert J. Gordon (2012), « [Is U.S. Economic Growth Over?](#) », *CEPR*, septembre.

Productivité et rentabilité³

L'évolution du taux de profit dépend de la progression comparée du salaire et de la « productivité globale des facteurs ». Cette notion, habituellement utilisée par les économistes néo-classiques, est simplement définie comme la moyenne pondérée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital (que les néo-classiques baptisent évidemment « productivité du capital »). Elle peut être quantifiée sans référence à la théorie néo-classique : il suffit de disposer de données statistiques sur le volume de production (le PIB), les effectifs salariés ou le nombre d'heures travaillées, sur la part des salaires dans la valeur ajoutée et le volume de capital. En résumé, le taux de profit reste constant si la progression de la productivité du travail compense la progression du salaire et l'alourdissement du coût d'acquisition du capital nécessaire à l'obtention des gains de productivité.

L'intérêt de cette approche est d'établir les liens empiriques entre rentabilité et productivité. Jusqu'au milieu des années 1980, le ralentissement des gains de productivité se traduit par une baisse tendancielle du taux de profit dans les grandes économies. Ensuite, durant la phase néolibérale, le capitalisme réussit à rétablir le taux de profit malgré un ralentissement des gains de productivité. Mais il n'a pu le faire que sur la base d'une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée et par la mise en œuvre de divers dispositifs qui n'étaient pas soutenables, et qui l'ont conduit à la crise.

Numérique, robots et emploi

La littérature qui s'intéresse à la prospective est aujourd'hui extraordinairement polarisée. D'un côté, il y a, comme on l'a vu, le « pessimisme » de Robert Gordon. Mais il y a aussi de nombreuses contributions mettant l'accent sur le développement de la robotisation, sur les innovations des technologies de l'information et de la communication (réseaux, économie collaborative, imprimantes 3D, Big Data) ... sans même parler du « transhumanisme ».

Le livre d'Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee⁴ est sans doute le plus représentatif de ce courant. Les auteurs soutiennent que, dans un nombre croissant de secteurs, les technologies digitales se substituent déjà au travail humain. C'est pour eux une bonne nouvelle car la productivité accrue permettra une croissance plus élevée et bénéficiera aux consommateurs sous forme de baisse des prix. Mais c'est une mauvaise nouvelle pour les salariés évincés par les robots et condamnés à perdre la « course contre la machine », pour reprendre le titre de leur précédent livre.

D'autres économistes n'hésitent pas à quantifier le nombre de salariés concernés, et vont jusqu'à pronostiquer la disparition d'une proportion considérable d'emplois dans les décennies à venir. Dans une étude souvent citée⁵, Carl Benedikt Frey et Michael Osborne mènent cet exercice dans le cas des Etats-Unis. Ils trouvent que près de la moitié des salariés (47 %) sont exposés à un risque élevé de voir leur poste de travail « informatisé », principalement les employés de bureau et les salariés des activités de service et du commerce. Plus récemment, une étude⁶ portant sur la France « établit »

³ Voir : Michel Husson (2016), « [Taux de profit, salaire et productivité](#) », 4 mars.

⁴ Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee (2014), [The Second Machine Age](#).

⁵ Carl Benedikt Frey et Michael A. Osborne (2013), « [The future of employment](#) », septembre.

⁶ Roland Berger Strategy Consultants (2014), « [Les classes moyennes face à la transformation digitale](#) », octobre.

que 42 % des emplois sont potentiellement automatisables à vingt ans, et une autre⁷ que 59 % des emplois allemands le seraient dans les prochaines décennies.

Ce débat n'est pas nouveau. Il y a plus d'un quart de siècle que Robert Solow énonçait son paradoxe : « On peut voir l'âge de l'informatique partout, sauf dans les statistiques de productivité. »⁸ Et le paradoxe subsiste. Lawrence Mishel note que « *les robots sont partout dans les médias, mais ils ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données* »⁹. Il montre, en s'appuyant sur une étude approfondie¹⁰, que la productivité du travail et les investissements en capital fixe, en matériel informatique et en logiciels ont accéléré entre 1995 et 2002 aux Etats-Unis, mais ralentissent depuis 2002. Le même phénomène s'observe en Europe où la part des investissements dans les nouvelles technologies tend à ralentir ou à stagner.

Ce scepticisme se retrouve dans étude récente¹¹ qui a mis en lumière un résultat troublant. Quand les gains de productivité liés aux nouvelles technologies peuvent être observés, ils résultent « *d'une baisse de la production relative [du secteur considéré] et d'une baisse encore plus rapide de l'emploi* ». Il est donc difficile de concilier « *ces baisses de production avec l'idée que l'informatisation et les nouvelles technologies incorporées dans les nouveaux équipements seraient à l'origine d'une révolution de la productivité* ». Et les auteurs de conclure que leurs résultats « *suggèrent à tout le moins que les solutions du paradoxe de Solow avancées jusqu'ici doivent être examinées de façon critique, et que les partisans d'une rupture technologique doivent fournir des preuves plus directes des transformations induites par les nouvelles technologies* ».

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans l'industrie et dans une partie des services. Mais les innovations nécessitent des investissements, et ceux-ci doivent satisfaire le critère d'une rentabilité élevée. Et surtout, l'automatisation conduit à une remise en cause de la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggravent une contrainte essentielle, celle de la « réalisation ». Il faut en effet que les débouchés existent et on retombe ici sur la contradiction fondamentale de l'automatisation : qui va acheter les marchandises produites par des robots ?

Les mutations induites par ce que l'on appelle maintenant « économie collaborative » nécessitent une réflexion spécifique. Sans forcément y voir une alternative au capitalisme, on peut cependant se demander dans quelle mesure ce type d'innovations peut être inséré dans la logique capitaliste : les ateliers d'imprimante 3D ou les réseaux de co-voiturage ne sont pas forcément porteurs d'un élargissement du champ de la marchandise. C'est peut-être la réponse de fond au paradoxe de Solow : le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

⁷ Jörg Luyken (2015), « [Are robots about to take away 18 million jobs ?](#) », *thelocal.de*, 4 mai.

⁸ Robert Solow (1987), « [We'd Better Watch Out](#) », *New York Times Book Review*, 12 juillet.

⁹ Lawrence Mishel (2015), « [The Missing Footprint of the Robots](#) », 13 mai.

¹⁰ John G. Fernald (2014), « [Productivity and Potential](#) », Federal Reserve Bank of San Francisco, juin.

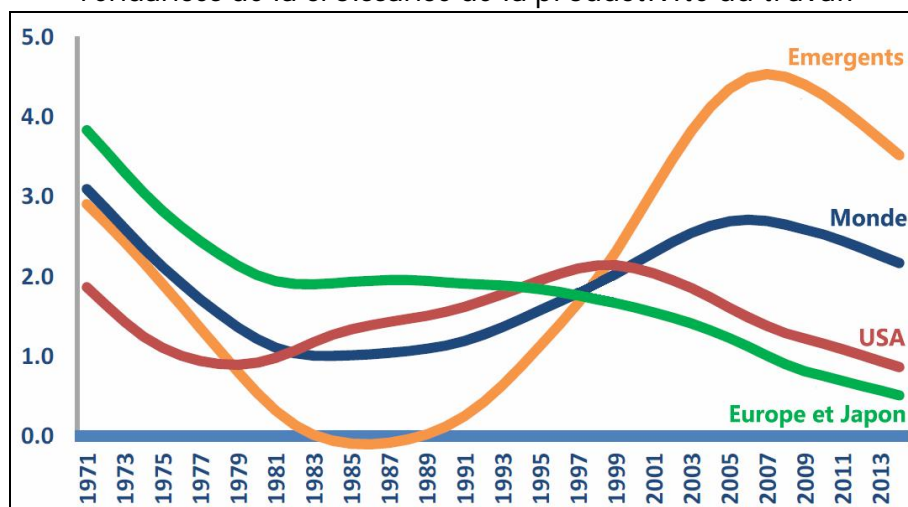
¹¹ Daron Acemoglu, David Autor, David Dorn, Gordon H. Hanson, and Brendan Price (2014), « [Return of the Solow Paradox ?](#) », *American Economic Review*, vol. 104, n° 5.

Les pays émergents comme relais ?

Durant les deux décennies précédant la crise, les gains de productivité ont accéléré dans les pays dits « émergents », alors qu'ils ralentissaient dans les « vieux » pays capitalistes¹². On pouvait donc considérer que les émergents allaient prendre le relais et donner un nouveau souffle au capitalisme pris dans son ensemble. Mais plusieurs facteurs permettent de dire que la relève tend, elle aussi, à s'épuiser.

Le rythme du commerce mondial s'est ralenti, traduisant un début de repli de la mondialisation productive. Le ralentissement au Nord affaiblit les modèles exportateurs du Sud. Le phénomène de l'émergence est donc en train de se tarir, et la chute du prix des matières premières, les mouvements erratiques de capitaux et des taux de change ont fragilisé nombre de pays émergents. Certains d'entre eux, notamment en Amérique latine, reviennent à une insertion dominée dans la division internationale du travail. Le développement des « chaînes de valeur globales » ralentit en raison de l'augmentation des salaires, notamment en Chine. Il est alors frappant de constater (voir graphique ci-dessous) que les gains de productivité ont commencé à ralentir dans les pays émergents. Or, une bonne partie de ces gains étaient captée par les multinationales du Nord.

Tendances de la croissance de la productivité du travail



Source : The Conference Board, « [Productivity Brief 2015](#) ».

La fragmentation sociale : une « innovation » ?

La problématique de la stagnation séculaire permet de dépasser les limites du keynésianisme¹³ qui ne pose le problème qu'en termes d'adéquation de l'investissement et de l'épargne, ou de contradiction entre austérité et croissance. La question fondamentale, c'est le taux de profit, et ce qui détruit les sociétés, c'est au fond la recherche à tout prix du rétablissement du taux de profit.

¹² M. Husson (2015), « [La fin de l'émergence du Sud ?](#) », *A l'encontre*, 22 mars.

¹³ M. Husson (2015), « [Les limites du keynésianisme](#) », *A l'encontre*, 15 janvier.

Il y a 35 ans, deux économistes, Jean Amado et Christian Stoffaes¹⁴, réfléchissaient déjà sur les effets sociaux des mutations technologiques. On allait selon eux vers une « socio-économie duale », c'est-à-dire une organisation de la société distinguant deux grands sous-ensembles : « *D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'information et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique.* »

Les auteurs avertissaient, avec une grande délicatesse dans le choix des termes, que « *ce serait donc un contresens ou une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme* ». Cependant cet esprit de tolérance n'allait pas beaucoup plus loin : « *Encore faudra-t-il que ceux qui choisissent d'œuvrer dans le secteur traditionnel ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel.* »

Un économiste marxiste comme Ernest Mandel pouvait partager ce pronostic pessimiste quant à l'usage capitaliste de l'automatisation, dont il montrait par ailleurs le caractère contradictoire. Lui aussi évoquait une société duale avec d'un côté « *ceux qui continuent à participer au processus de production capitaliste* » et de l'autre ceux qui survivent « *par tous les moyens autres que la vente de leur force de travail : assistance sociale, augmentation des activités "indépendantes", paysans parcellaires ou artisans, retour au travail domestique, communautés "ludiques", etc., et qui achètent des marchandises capitalistes sans en produire* »¹⁵.

Comment ne pas voir dans ces exercices de prospective une image assez fidèle de la réalité actuelle ? Car c'est bien cette logique de fragmentation sociale qui est à l'œuvre depuis de longues années et que la crise et les « réformes » ne peuvent qu'intensifier : d'un côté, les salariés susceptibles d'être mobilisés dans la guerre compétitive, de l'autre, les salariés – et les pays – *low cost*. Ce durcissement des rapports sociaux n'est pas l'effet de la seule automatisation capitaliste dont on a vu que son potentiel est ambigu. Mais, en tout état de cause, elle n'engendre pas un progrès neutre, et on pourrait répéter aujourd'hui à propos des robots ce que disait Marx de la machine dans le chapitre « Machinisme et grande industrie » du *Capital* : « *La machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement.* »¹⁶

¹⁴ J. Amado et C. Stoffaes (1980), « Vers une socio-économie duale ? », dans *La Société française et la technologie*, Commissariat général du plan, Paris.

¹⁵ Ernest Mandel (1986), « [Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain](#) », *Revue Quatrième Internationale*, n° 20, mai.

¹⁶ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Editions sociales, tome 2, p. 116.

Si elles n'ont pas permis jusqu'à présent de dégager des gains de productivité au niveau global, les nouvelles technologies contribuent d'ores et déjà à la fragmentation sociale. Et c'est cela qu'il faut remettre en cause :

- dans l'immédiat en revitalisant le projet de statut du salarié, étendu aux travailleurs « ubérisés » ;
- en posant la question de la répartition : non seulement la répartition des revenus mais aussi la répartition des heures travaillées en faisant de la réduction de la durée du travail l'axe central d'un projet de transformation sociale ;
- en interrogeant le contenu de la croissance et de l'accumulation. En régime capitaliste, la recherche de la croissance à tout prix passe toujours par l'intensification du travail, la mise en concurrence et la marchandisation de toute chose. C'est le contenu de cette croissance et les formes d'organisation du travail qui l'accompagnent qu'il faut remettre en cause d'un double point de vue : leur adéquation aux besoins sociaux, et leur respect des contraintes environnementales.